



Un discours du Trône du jour de la marmotte : analyse du SCFP

Le 2 février, la gouverneure générale a présenté le discours du Trône et souligné les priorités du gouvernement libéral de Paul Martin. Que s'est-il passé ? Paul Martin a-t-il vu son ombre ? La justice sociale est-elle plus près de nous, ou devons-nous vivre encore six autres années à l'ombre de l'influence des grandes entreprises dans notre société ? Voici quelques points de discussion et d'action dont pourraient tenir compte les Canadiennes et les Canadiens.

1. Paul Martin veut que nous continuions de « vivre selon nos moyens ». Mais nous n'avons pas de système fiscal équitable et les grandes sociétés ne paient pas leur juste part. Après tout, les entreprises viennent de recevoir, le 1^{er} janvier, le dernier d'une série de cadeaux offerts par les libéraux – une réduction d'impôt de 4 milliards de dollars.
2. Le gouvernement prétend soutenir l'universalité des soins de santé et la *Loi canadienne sur la santé*, mais il ne dit pas un mot des recommandations positives présentées par la Commission Romanow, dont un programme national de soins à domicile, un programme d'assurance-médicaments et le refus d'un système de santé à deux vitesses.
3. Le gouvernement veut accélérer « l'exécution des projets découlant du Cadre multilatéral pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants », mais l'entente ne fait rien pour jeter les bases d'un programme national de garderies.
4. Le gouvernement promet l'équité en emploi pour les personnes handicapées, mais il fait les mêmes promesses depuis 12 ans sans grande action concrète. Le gouvernement promet également d'accorder des baisses d'impôt aux personnes handicapées, mais il faut de bons programmes pour permettre aux gens de participer à la population active s'ils le souhaitent. Il faut aussi un soutien adapté pour leur permettre de vivre dignement s'ils choisissent de ne pas travailler.
5. Le gouvernement remboursera la TPS aux municipalités, ce qui leur donne 7 milliards de dollars en 10 ans pour les aider à assumer leurs responsabilités croissantes. C'est un pas en avant, mais les municipalités du pays sont aux prises avec un déficit de 60 milliards de dollars en

matière d'infrastructure, déficit qui croît à un rythme de 2 milliards de dollars par année.

6. Le gouvernement appuiera le développement communautaire s'il s'agit d'un « mouvement social entrepreneurial » appartenant au secteur du bénévolat ou de « l'économie sociale ». Cet appui ne contribue pas à l'édification de services communautaires bien financés et fournis par le secteur public. Les années de compressions dans le financement de l'aide sociale et des services sociaux ont entraîné une crise dans la plupart des provinces.
7. Le gouvernement a l'intention de « faire du Canada un chef mondial quant à la mise en marché de concepts inédits ». Le SCFP, et la plupart des Canadiennes et des Canadiens, s'opposent à un secteur de l'éducation postsecondaire axé sur le marché.
8. Les libéraux promettent aux étudiantes et aux étudiants que « le plafond des prêts sera relevé pour refléter l'augmentation du coût des études ». Cela signifie que le gouvernement augmentera la dette étudiante au lieu de la réduire et d'éliminer les droits de scolarité. Les libéraux promettent un programme de subventions « couvrant une partie des frais de scolarité » pour la première année de l'éducation postsecondaire. Nous sommes très loin d'une éducation postsecondaire entièrement financée.
9. Le gouvernement regrette que la participation des familles à faible revenu au Régime enregistré d'épargne-études « n'ait malheureusement pas été très forte ». Il accordera donc aux personnes à faible revenu un « bon d'apprentissage ». Mais les services offerts aux personnes à faible revenu diminuent lorsque celles-ci ont des actifs. Les personnes à faible revenu, qui doivent faire d'immenses sacrifices pour épargner, se retrouvent dans une situation perdante. Le gouvernement veut obliger les familles à faible revenu à épargner au lieu de financer entièrement l'éducation publique et les services sociaux.
10. Les membres du SCFP veulent un rôle plus indépendant pour le Canada et un monde plus juste. Pourtant, Paul Martin veut tisser des liens plus étroits avec George Bush, dont le programme de sécurité fait courir de si grands risques à l'économie mondiale. Le gouvernement libéral travaille à une « plus grande intégration » avec le programme économique américain, qui met notre sécurité en péril. Ce sont les deux facettes de la même médaille.

11. Le gouvernement « va donc, de concert avec les conseils sectoriels, les syndicats et les entreprises, parfaire et améliorer ses programmes afin de favoriser le perfectionnement des compétences ». Cette discussion de politique du marché du travail semble très positive, mais elle ne tient pas compte du niveau élevé de chômage au pays. Elle ne considère pas non plus que la nature aléatoire et précaire de nombreux nouveaux emplois créés par les employeurs soit un problème à résoudre.

12. Le gouvernement affirme qu'une « fonction publique professionnelle et non partisane, s'appuyant sur les talents et l'engagement des Canadiens de toutes les régions, est source de force et d'avantages. Les fonctionnaires ont un rôle important à jouer dans ce programme de changement. » Bien sûr, c'est vrai, mais comme l'ont souligné nos consœurs et confrères de l'Alliance canadienne de la fonction publique, Paul Martin a amorcé un gel de l'embauche dès son entrée en fonction et a entrepris un examen des dépenses sans consulter les travailleuses et travailleurs et leurs représentantes et représentants.

En somme, nous pouvons voir l'ombre de la privatisation et de l'influence des sociétés qui suit Paul Martin partout où il va. L'hiver néolibéral sera sans doute encore bien long et bien froid. Mais le SCFP n'hibernera pas pour autant et continuera de travailler à la défaite de ce gouvernement aux prochaines élections !